

Dissonance à la Maison-Blanche

David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

À son retour d'Arabie saoudite, le président Donald Trump a déclaré le 21 juin souscrire pleinement à la dénonciation du Qatar accusé par l'Arabie, les Émirats arabes unis, le Bahreïn et l'Égypte de financer le terrorisme à un très haut niveau. Ce faisant, il a indirectement appuyé les mesures prises par ces pays contre le Qatar et a mis dans l'embarras le Département d'État et le secteur de la défense. En effet, le Qatar héberge la plus grande base américaine du Proche-Orient d'Al-Obeid ainsi que le Quartier général du CENTCOM (*United States Central Command* ou Commandement central des États-Unis) qui sert de centre de surveillance et d'attaque en Irak et en Afghanistan. Une dizaine de milliers de soldats américains y sont stationnés.

Le secrétaire de la Défense James Mattis s'est empressé de rassurer Doha et a signé six jours plus tard un contrat de vente d'armes de 12 milliards de dollars au Qatar. Le Département d'État a souhaité que les mesures prises contre le Qatar soient raisonnables¹.

L'ultimatum de dix jours imposé au Qatar pour souscrire aux 13 demandes catégoriques qui lui ont été formulées a été prolongé de deux jours. Ces demandes comprenaient entre autres la fermeture de la chaîne de télévision d'Al-Jazeera, la rupture des liens avec le Hezbollah, la cessation du financement du terrorisme² et la distanciation de l'Iran. Le Koweït a proposé ses bons offices de médiation, mais sans succès. Le secrétaire d'État américain Tillerson a décidé de tenter de rapprocher les parties en faisant la navette entre Doha et Riad et est rentré bredouille. L'accord qatari relatif à la lutte contre le financement du terrorisme n'a guère impressionné

¹ Même si la dette du Qatar a augmenté à 150 % du PNB et que les agences de notation financières l'aient déclassé, ce pays dispose de ressources financières considérables (ses réserves sont de l'ordre de du PNB) l'embargo terrestre, maritime et aérien du Qatar (30 millions de passagers transitent par l'aéroport de Doha chaque année) complique hautement les performances de la compagnie aérienne et met en péril l'échéancier prévu pour accueillir la coupe mondiale de soccer en 2020 dans des nouvelles installations olympiques.

² Le Qatar a servi d'intermédiaire pour la libération de nombreux otages de mouvances radicales ainsi que pour l'orchestration des échanges de population en Syrie,

les pays du Golfe. Ces derniers demeurent convaincus que cet accord revient à demander au loup de protéger la bergerie.

Que s'est-il passé ?

Au Qatar, Tillerson qui est généralement prudent dans ses propos, a laissé entendre que la non-réponse du Qatar aux dites 13 demandes était raisonnable. Cette déclaration a été extrêmement mal prise à Riad³. Le ministre des Affaires étrangères saoudien a fait ses adieux à Tillerson en déclarant : j'espère que l'on se reverra dans de meilleures circonstances, formule proche de celle de la séparation de personnes endeuillées. Tillerson est retourné à Doha pour constater avec une certaine naïveté que le dialogue entre le Qatar et ses adversaires était rompu à tous les niveaux et que le fossé existant ne pouvait être comblé à court terme.

Welcome to the Middle East !

Dans cette région du monde, l'animosité est profonde et les droits de la personne sont bafoués : la répression contre toute forme d'opposition est radicale et laisse des populations entières frustrées. La contestation politique n'est pas tolérée, car elle est considérée comme une attaque personnelle contre les dirigeants qui recourent à des moyens radicaux⁴. Le Qatar remet en question l'autorité politique de l'Arabie saoudite qui réagit en tirant à boulets rouges sur lui ; un simple coup d'œil aux unes des quotidiens du Proche-Orient fait prendre conscience de l'ampleur de l'acrimonie dans les échanges d'accusations réciproques⁵. Pourtant, le voyage du président Trump le 29 mai en Arabie fut un grand succès. Il fut préparé avec minutie et l'Arabie avait mis tout son poids pour réunir et

³ Ce serait le prince héritier saoudien âgé de 31 ans qui serait l'architecte de ces 13 demandes qui ne laissent aucune place à la négociation et que le Qatar s'est empressé de rendre publiques.

⁴ Il faut avoir en mémoire que l'ayatollah Khomeiny avait ordonné l'exécution de 4 000 opposants en une fin de semaine; que le président syrien Assad père avait éliminé 30 000 personnes à Hama et que le président syrien Assad fils a utilisé des armes chimiques contre les siens, tout comme l'avait fait feu le président irakien Saddam Hussein à sa population kurde. Ce n'est qu'après plusieurs décennies d'ostracisme que des pays du Proche-Orient sunnite commencent à changer leur attitude.

⁵ Des demandes d'indemnisation ont été formulées : pour encouragement de terrorisme d'une part et pour dommages causés par l'embargo actuel imposé au Qatar. La chaîne Al-Jazeera accuse le prince saoudien de 'coucher » avec Bibi Netanyahou. Les Émirats arabes unis accusent le Qatar d'antisémitisme à l'ONU.

mettre au diapason 50 pays musulmans. Le voyage de médiation de Tillerson s'est déroulé dans une tout autre atmosphère.

L'Amérique a besoin de définir une stratégie claire : lorsque le président Bush a cité l'Iran comme faisant partie de l'Axe du mal, il a envahi l'Irak qui est maintenant quasiment dominé par l'Iran. Le président Obama s'en est retiré et l'État islamique a émergé. Le président Trump a accéléré la défaite de l'État islamique et déjà l'Iran s'apprête à construire un aéroport militaire en Syrie. Si la seconde priorité américaine est de contenir l'Iran, il y a lieu de rallier le camp sunnite et de savoir quand recourir au gant de fer ou à celui de velours avant que le conflit si complexe ne le devienne encore plus et dégénère en dehors de toute issue souhaitée.

À son retour de voyage, Tillerson a exprimé la nostalgie du temps où il fut président de la société pétrolière ExxonMobil, multinationale hautement centralisée dans laquelle la prise de décision basée sur des données quantitatives et des règles de négociations claires et nettes entre partenaires économiques relevait de sa seule autorité. C'est probablement dans cet esprit que Tillerson a réduit de près d'un tiers le budget du Département d'État, concentrant la prise de décision « simplifiée » à la Maison-Blanche. Or, même si elle est délicate, la coordination entre les différentes agences gouvernementales permet de présenter généralement un éventail d'éclairages et d'options qui permettent à la Maison-Blanche de trancher en tenant compte des incidences connexes et du timing optimal. Le président américain actuel n'est pas issu du milieu politique et bien des observateurs se demandent s'il a la patience, voire même le savoir-faire pour une prise de décision mûrement réfléchie.